

AVIGNON

Ville d'exception

**DGA PILOTAGE DES
RESSOURCES ET DE LA
PERFORMANCE**
Direction des Affaires
Juridiques

DECISION :

Le Maire de la Ville d'Avignon
AVIGNON, le 07 OCT. 2025

Le Maire de la Commune d'Avignon

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122.22, 16ème alinéa,

Vu la délibération du 04 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal à Madame le Maire pour « agir devant toute instance ou juridiction françaises au nom de la Commune et d'intenter les actions en justice en défense »,

Vu l'arrêté municipal du 07 novembre 2024 portant délégation de signature de Madame le Maire à Madame CAUGANT Caroline, Directrice du Pole Juridique,

Vu la convocation de la commune d'Avignon dans le cadre de la comparution de reconnaissance préalable de culpabilité pour des faits de vol commis le 05 mars 2025, rue Carreterie à Avignon, par un employé municipal, Monsieur Mohamed BOURAS,

Vu l'avis d'audience fixée le 04 décembre à 10h devant le tribunal Judiciaire d'Avignon,

Considérant qu'il y a lieu de recourir à un avocat spécialisé.

DECIDE :

ARTICLE 1 : La commune d'Avignon se constitue partie civile

ARTICLE 2 : De mandater Maître Laurence BOURGEON, SELARL CABANES BOURGEON MOYAL – ERGAOMNES Avocats, 3 rue Bossuet 30000 Nîmes, afin de défendre les intérêts de la Commune d'Avignon dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur BOURAS Mohamed devant la commission de reconnaissance préalable de culpabilité, Tribunal Judiciaire d'Avignon.

ARTICLE 3 : la présente décision sera exécutoire à compter de la date d'enregistrement de son dépôt en préfecture et de sa publication ou de sa notification au tiers intéressé.

Elle peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de la notification du document contractuel.

Le Tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » par le site internet www.télérecours.fr

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Parvenu en Préfecture le 04/11/2025
Publié le 04/11/2025



Pour le Maire,
Par délégation,

La Directrice du Pole Juridique,
Caroline CAUGANT